



G1000

Renouveau démocratique
Rapport de recherche

Octobre 2024

INDI
ville

DBP PARTNERS

Structur e

Jurgen Minnebo Associé
jurgen@indiville.be
+32(0)478 380369



Jo Steyaert Associé
jo@indiville.be
+32(0)472 530941



Objectif de l'étude

L'objectif principal de cette étude est d'acquérir des connaissances sur la participation et l'implication dans la politique de la population belge âgée de plus de 18 ans. Plus concrètement, l'étude vise à fournir des informations sur le degré d'implication de la population belge dans la politique, sur l'importance accordée à cette implication, sur le sentiment d'être suffisamment armé pour cela, sur les possibilités de participation connues et sur la participation effective (et pourquoi/pourquoi pas).

L'étude est destinée à un usage tant interne (développement des connaissances) qu'externe (communication externe/campagnes de relations publiques).

C'est pourquoi une enquête quantitative a été menée entre le 27 septembre et le 14 octobre 2024 auprès d'un échantillon représentatif de la population belge âgée de 18 ans et plus. L'objectif était d'interroger au moins 380 répondants par région dans les trois régions, afin de disposer d'un nombre suffisant de répondants dans toutes les régions pour pouvoir tirer des conclusions fiables au niveau régional.

Les répondants ont été interrogés en ligne. Après nettoyage des données, 1 193 répondants ayant rempli le questionnaire dans son intégralité ont été retenus pour l'analyse.

Les données ont été pondérées en fonction de l'âge x le sexe (niché), la région et le niveau d'éducation par rapport aux chiffres de population les plus récents de Statbel pour l'ensemble de la population belge et à l'objectif visé de 3 x 380 (n = 1 140). Les chiffres du rapport concernent donc toujours la population belge. Cela signifie que le *n* pondéré rapporté dans le rapport, qui est de 1 140, est légèrement inférieur à l'échantillon effectivement réalisé.



1193
répondants



en ligne
13



Erreur maximale

Total : **±2,84 %**

VI : **±4,72 %**

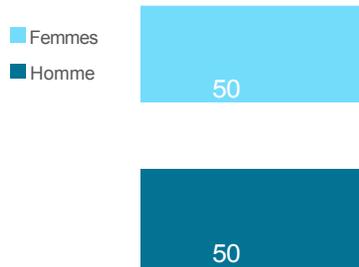
Bxl : **±5,01 %**

Wal : **±5,03 %**

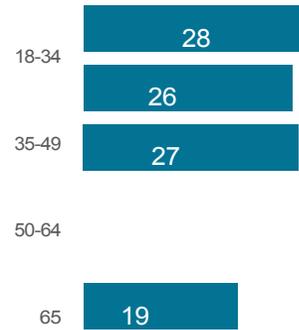
Fiabilité : **95 %**

Description de l'échantillon

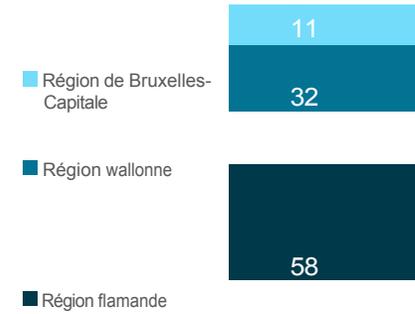
Sexe



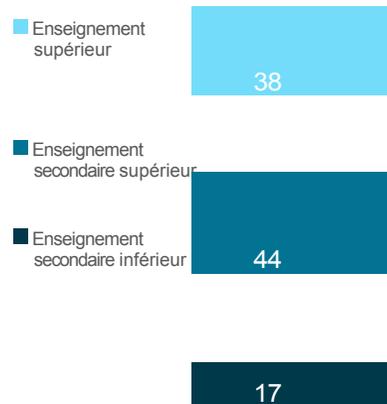
Âge



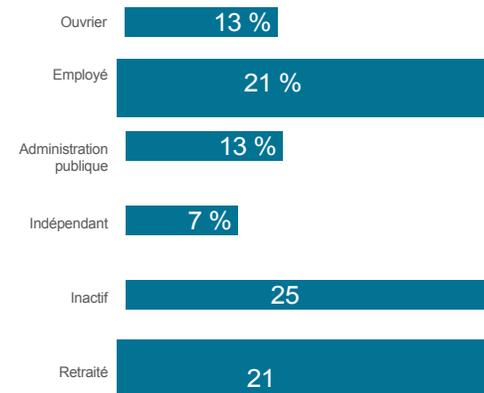
Région



Diplôme

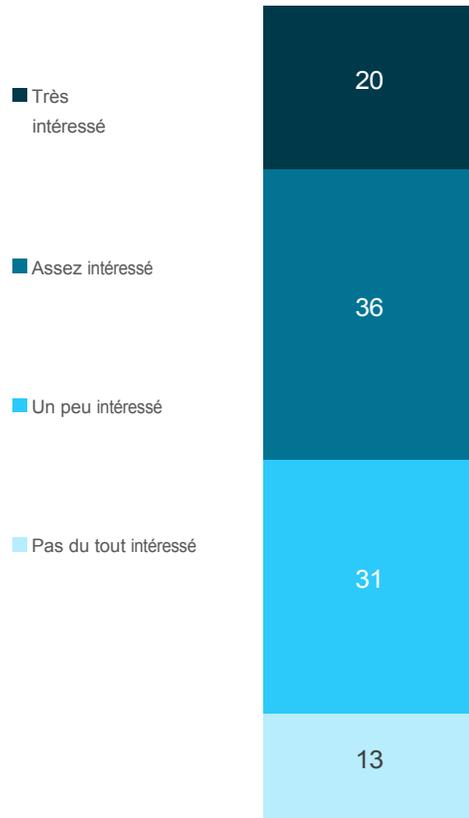


Activité professionnelle

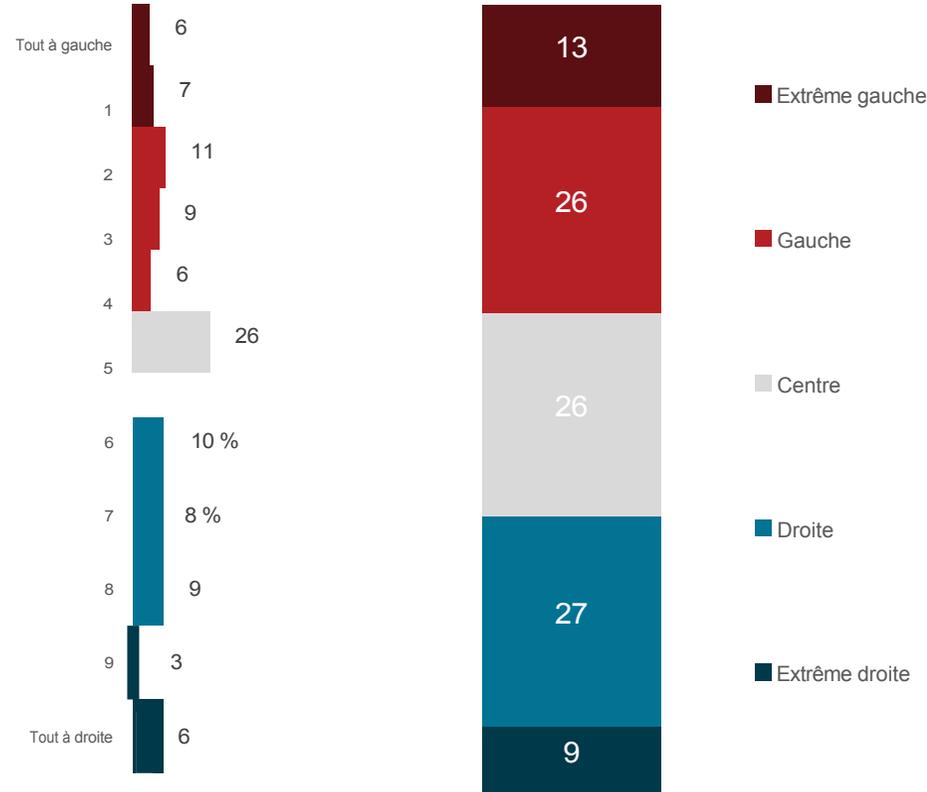


Autres variables croisées

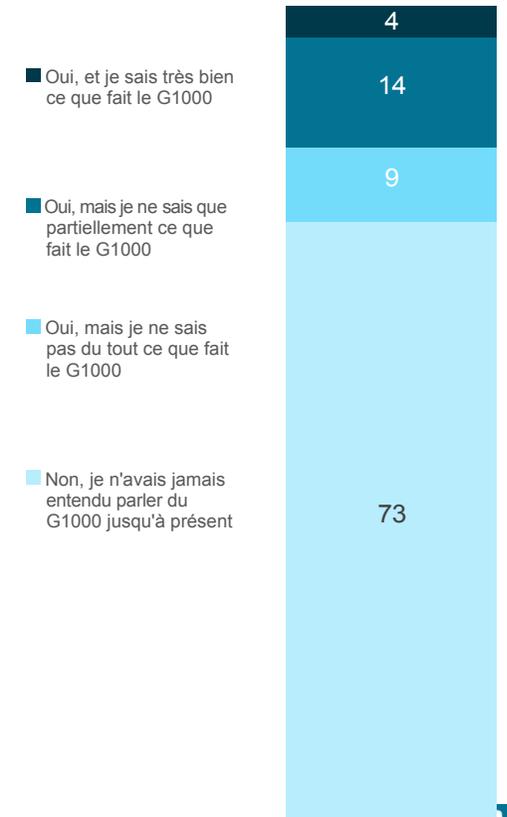
Intérêt pour la politique



Orientation politique

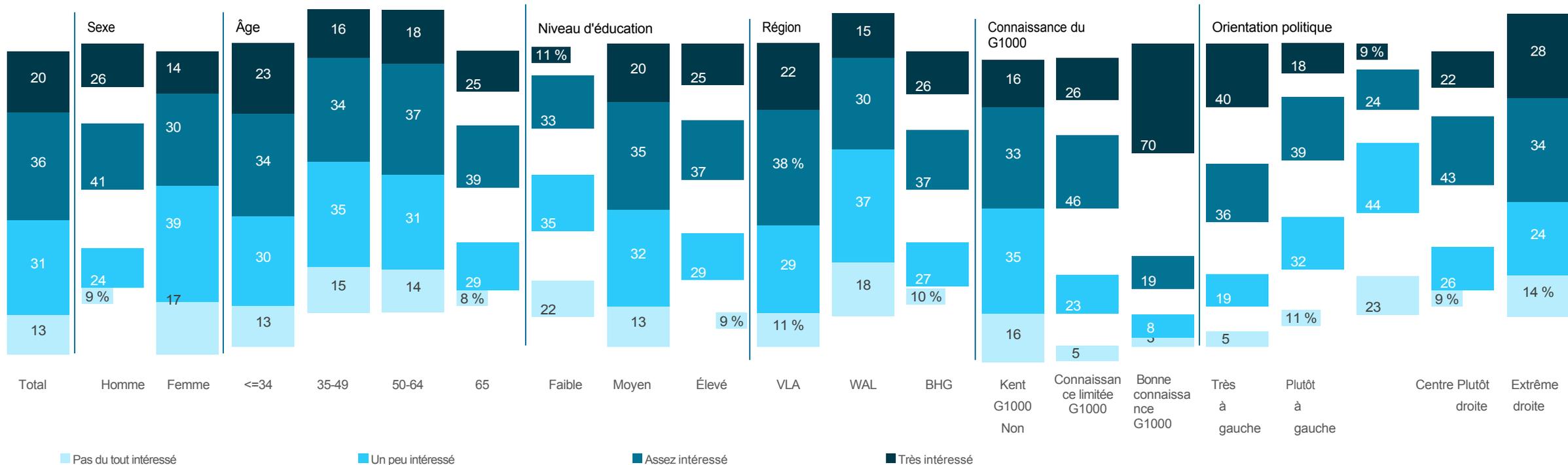


Connaissance G1000



Intérêt pour la politique

Dans quelle mesure vous intéressez-vous à la politique ?

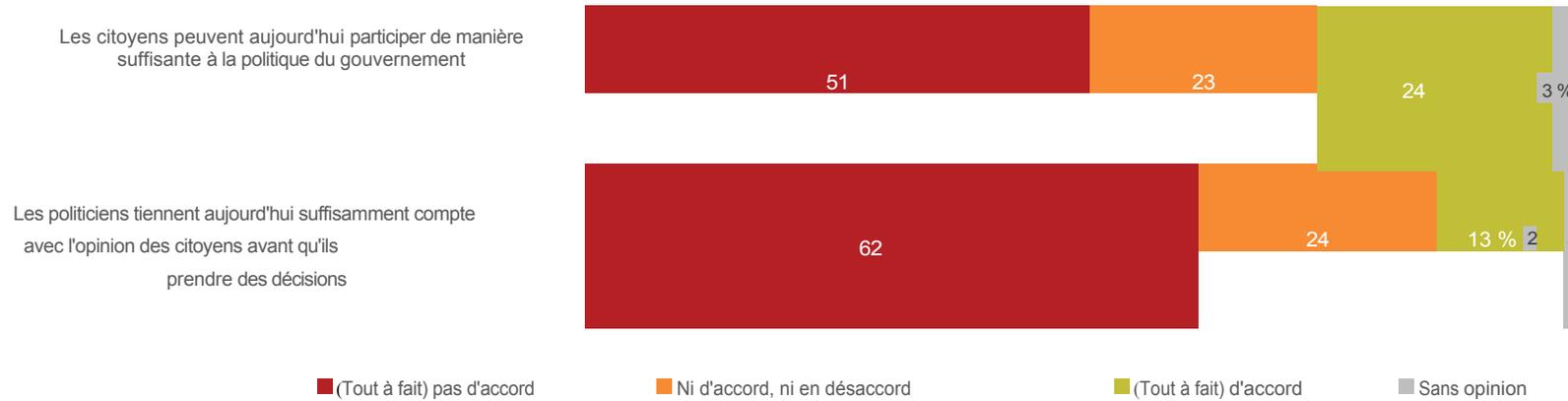


Plus de la moitié (56 %) des Belges se disent assez (36 %) à très (20 %) intéressés par la politique ; 31 % ont un intérêt limité et 13 % se disent pas du tout intéressés par la politique. On observe ici quelques différences entre les sous-groupes :

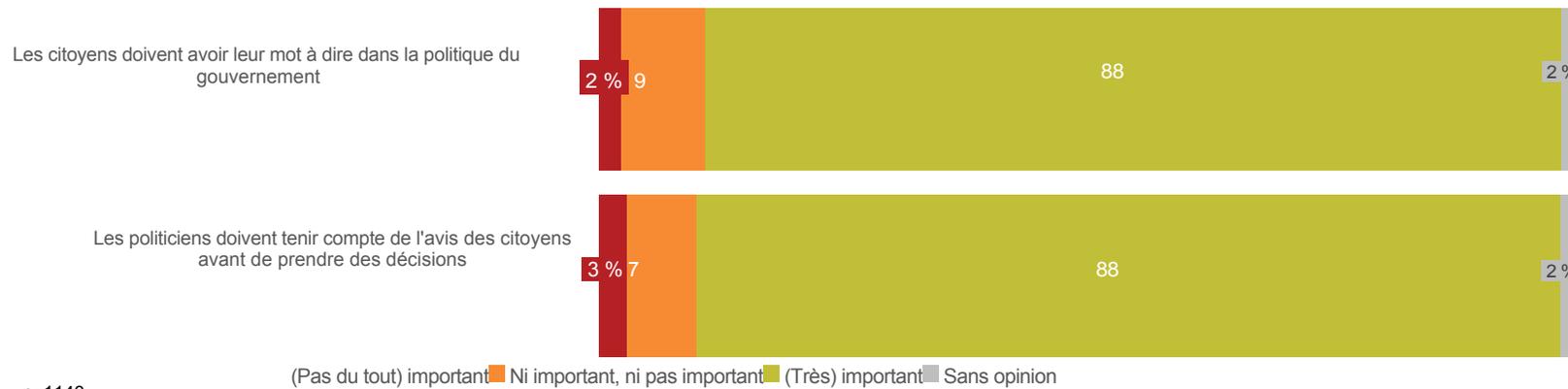
- Les femmes se disent moins intéressées que les hommes.
- L'intérêt pour la politique est moins marqué dans le groupe le moins instruit que dans les groupes plus instruits.
- L'intérêt pour la politique est légèrement plus faible en Wallonie que dans les autres régions.
- C'est surtout dans le groupe – certes restreint – qui connaît bien le G1000 que l'intérêt pour la politique est beaucoup plus marqué que chez ceux qui ne connaissent que peu ou pas le G100.
- L'intérêt pour la politique semble un peu plus faible chez ceux qui se situent au centre de l'échiquier politique et un peu plus élevé chez ceux qui se situent à l'extrême gauche.

Évaluation et importance de la participation

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes ?



Quelle importance accordez-vous à chacun des aspects suivants d'une société démocratique ?

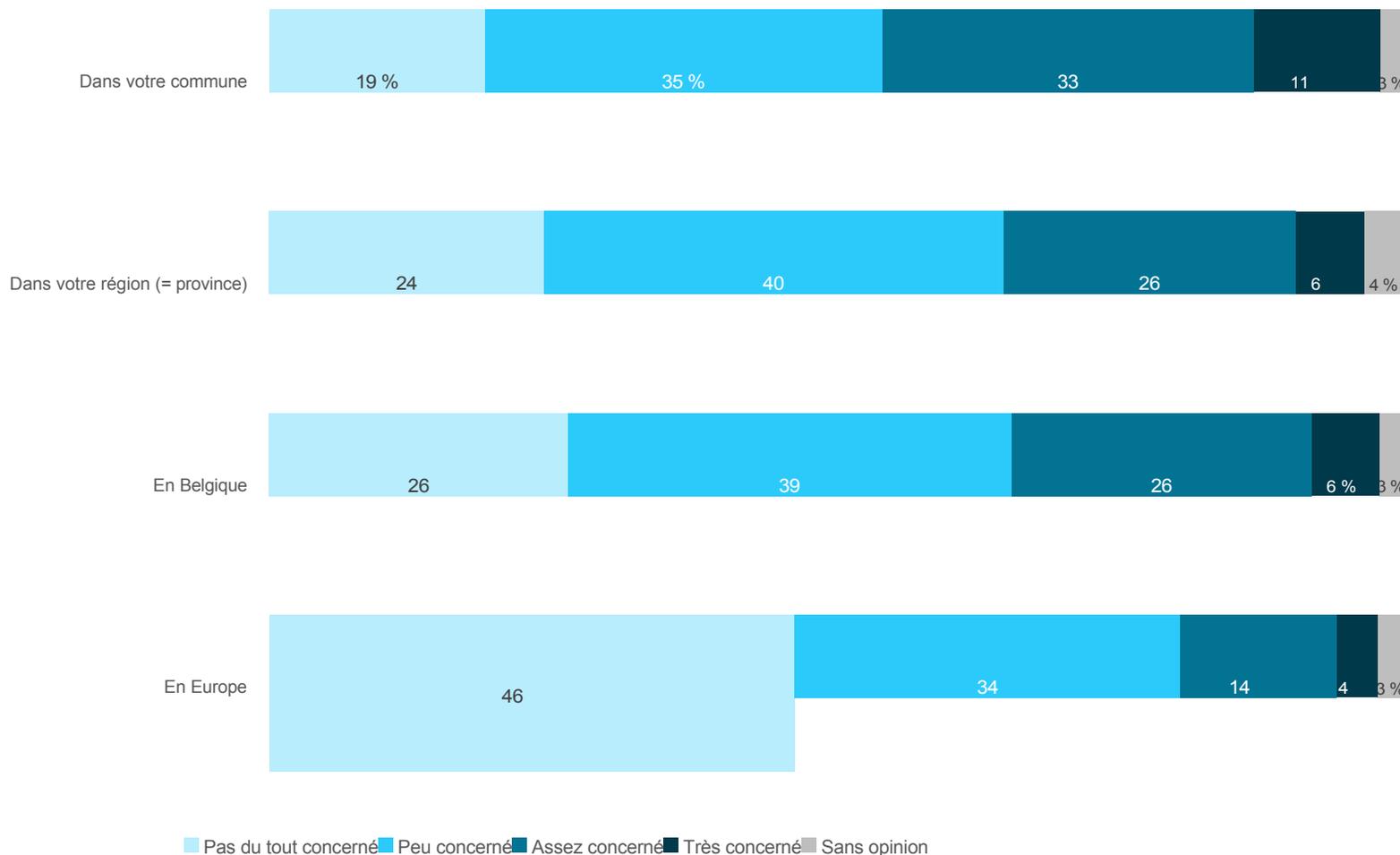


Il existe un écart manifeste entre le degré auquel on estime aujourd'hui que les citoyens peuvent participer de manière suffisante à la politique et l'importance qu'on y accorde : seuls 24 % des personnes interrogées estiment qu'il existe aujourd'hui suffisamment de moyens pour que les citoyens puissent participer, alors que 88 % considèrent que cela est très important.

Le même constat – mais de manière encore plus prononcée – s'applique à la mesure dans laquelle les gens estiment que les politiciens tiennent suffisamment compte de l'opinion des citoyens dans leurs décisions : seuls 13 % estiment que c'est effectivement le cas aujourd'hui, alors que 88 % considèrent que c'est important.

Sentiment d'implication

En tant que citoyen, dans quelle mesure vous sentez-vous impliqué dans la politique...



Lorsqu'on interroge les citoyens sur leur degré d'implication dans la politique, il apparaît clairement que l'Europe reste une réalité lointaine pour 80 % des Belges (46 %), 46 % d'entre eux ne se sentant pas du tout concernés et 34 % se sentant peu concernés.

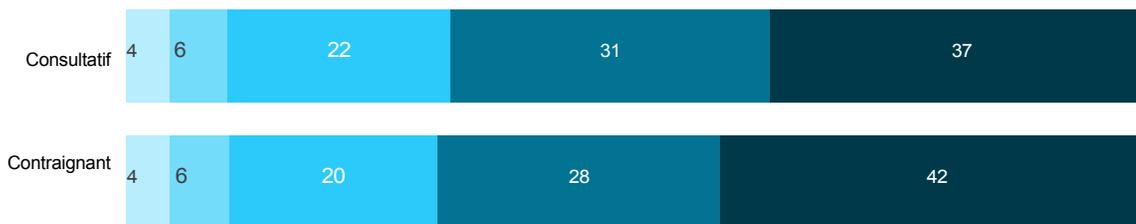
Les Belges se sentent le plus concernés par la politique communale, même si moins de la moitié (44 %) d'entre eux se disent raisonnablement (33 %) ou fortement (11 %) concernés. Il n'y a pas de différence entre le niveau régional et le niveau fédéral en matière d'implication. Un tiers des personnes interrogées se disent raisonnablement (26 %) ou fortement (6 %) concernées par ces niveaux politiques.

À l'exception du niveau communal, l'implication est légèrement plus forte à Bruxelles que dans les autres régions.

Intérêt pour la participation

Si les initiatives consultatives* / contraignantes** ci-dessous étaient prises pour impliquer les citoyens dans la politique, dans quelle mesure seriez-vous susceptible d'y participer ?

Référendum permettant aux citoyens de voter « oui » ou « non » sur une question spécifique



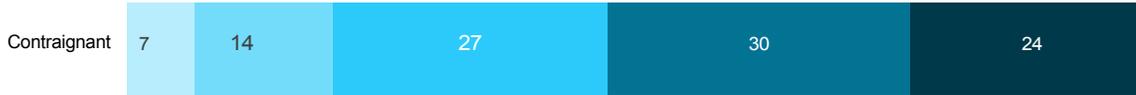
Pré-référendum, dans le cadre duquel les citoyens peuvent voter « tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas d'accord, pas du tout d'accord, sans opinion » sur une ou plusieurs questions spécifiques



Des panels de citoyens, dans lesquels un groupe de citoyens tirés au sort au hasard, reflétant la société, reçoivent diverses formes d'informations et formulent ensemble des recommandations à l'intention des pouvoirs publics



Commissions mixtes, dans lesquelles un groupe de politiciens et de citoyens tirés au sort, qui reflètent la société, reçoivent diverses formes d'informations, se concertent et formulent des recommandations à l'intention d'un gouvernement



* « Consultatif » signifie que les pouvoirs publics examinent les recommandations et/ou les résultats et indiquent ce qu'ils mettent en œuvre ou non.

** Le terme « contraignant » signifie que les pouvoirs publics mettent effectivement en œuvre les recommandations et/ou les résultats.

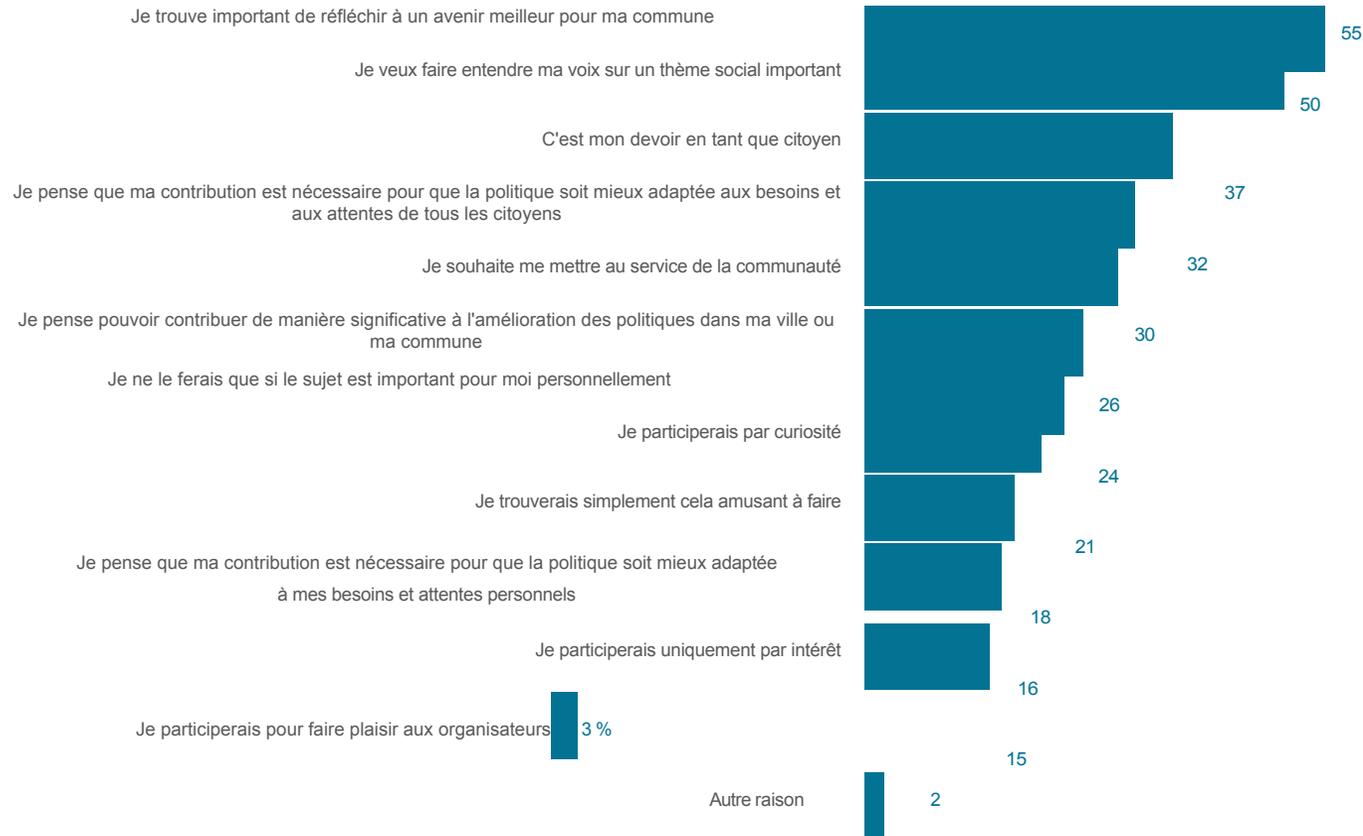
En ce qui concerne les référendums et les préférendums, une majorité de Belges indiquent qu'ils participeraient probablement ou certainement s'ils en avaient l'occasion. Pour les panels de citoyens tirés au sort et les commissions mixtes, qui exigent un effort et un engagement plus importants, la volonté de participer est légèrement moindre, même si la grande majorité de la population envisagerait au moins d'y participer.

D'une manière générale, la volonté de participer est plus forte pour les initiatives contraignantes que pour les initiatives consultatives.

Les Belges les moins diplômés sont un peu moins enclins à participer que ceux qui ont suivi des études plus longues.

Raisons de participer à la participation citoyenne

Quelles sont pour vous les principales raisons de participer à la participation citoyenne ? Vous pouvez sélectionner jusqu'à 5 raisons.



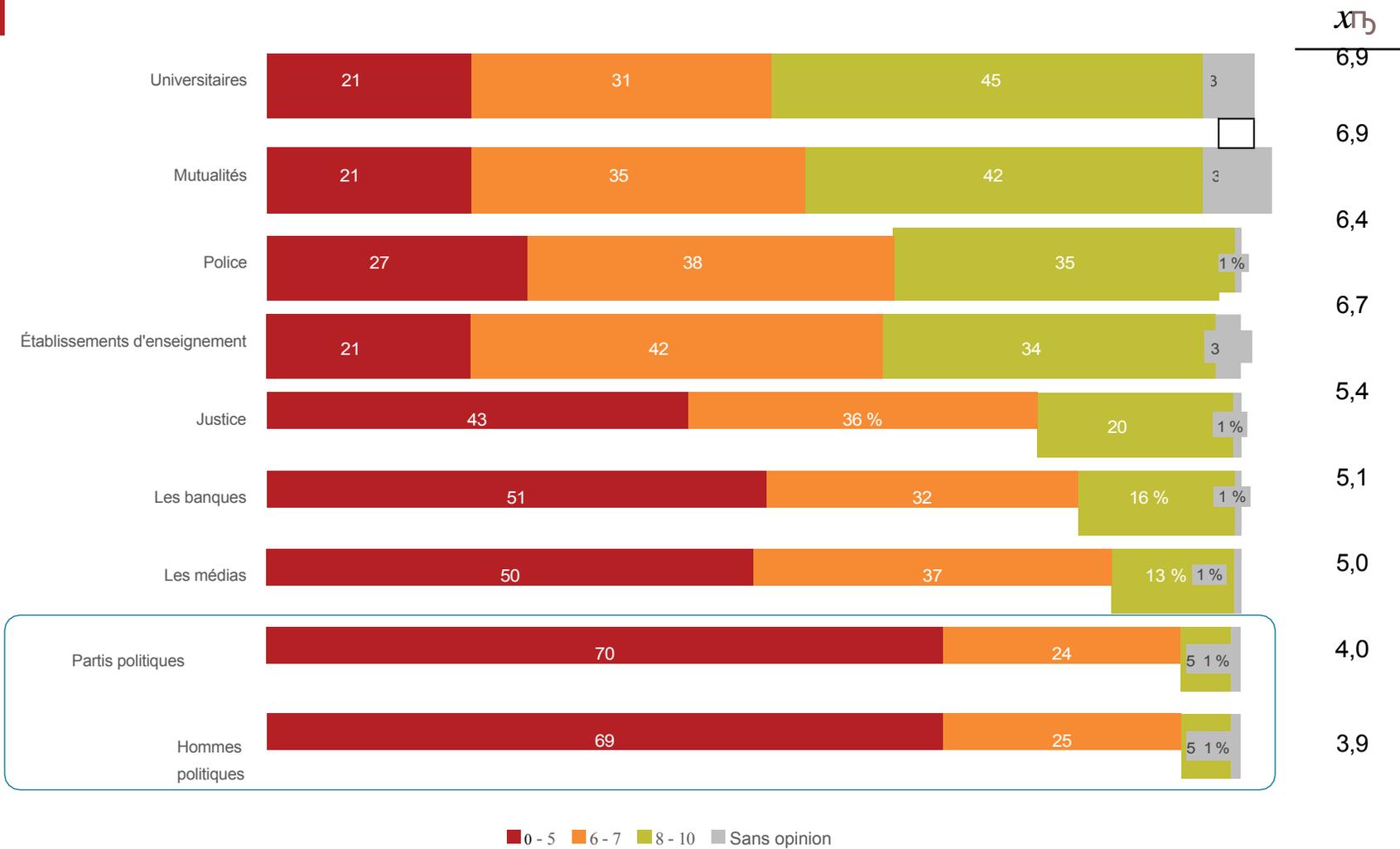
Les personnes qui ont indiqué vouloir participer au moins peut-être à l'une des possibilités de participation susmentionnées (= 96 % des Belges) le feraient principalement parce qu'elles trouvent important de réfléchir à un avenir meilleur pour la commune (55 %) ou de faire entendre leur voix sur des thèmes sociaux importants (50 %).

Les raisons sont par ailleurs diverses et individuelles.

9 n=1089 | Base : personnes qui participeraient peut-être, probablement ou certainement à au moins une forme de participation consultative ou contraignante

Confiance dans les institutions

Dans quelle mesure avez-vous confiance dans chacune des institutions suivantes ? Vous pouvez répondre en attribuant une note de 0 à 10, où 0 signifie « aucune confiance » et 10 « une très grande confiance ».



La confiance est la plus grande envers les universitaires et les mutuelles, avec plus de quatre Belges sur dix leur attribuant une note élevée d'au moins 8/10. À l'inverse, la confiance envers la politique est faible, avec environ 70 % des personnes interrogées attribuant au maximum une note de 5/10 à leur confiance envers les partis politiques et les politiciens.

Comme le montre clairement la diapositive suivante, la confiance dans les politiciens et les partis politiques est particulièrement faible en Wallonie et, dans une moindre mesure, à Bruxelles, par rapport à la Flandre. Cette confiance diminue également à mesure que l'intérêt pour la politique diminue et que la connaissance du G1000 est moindre.

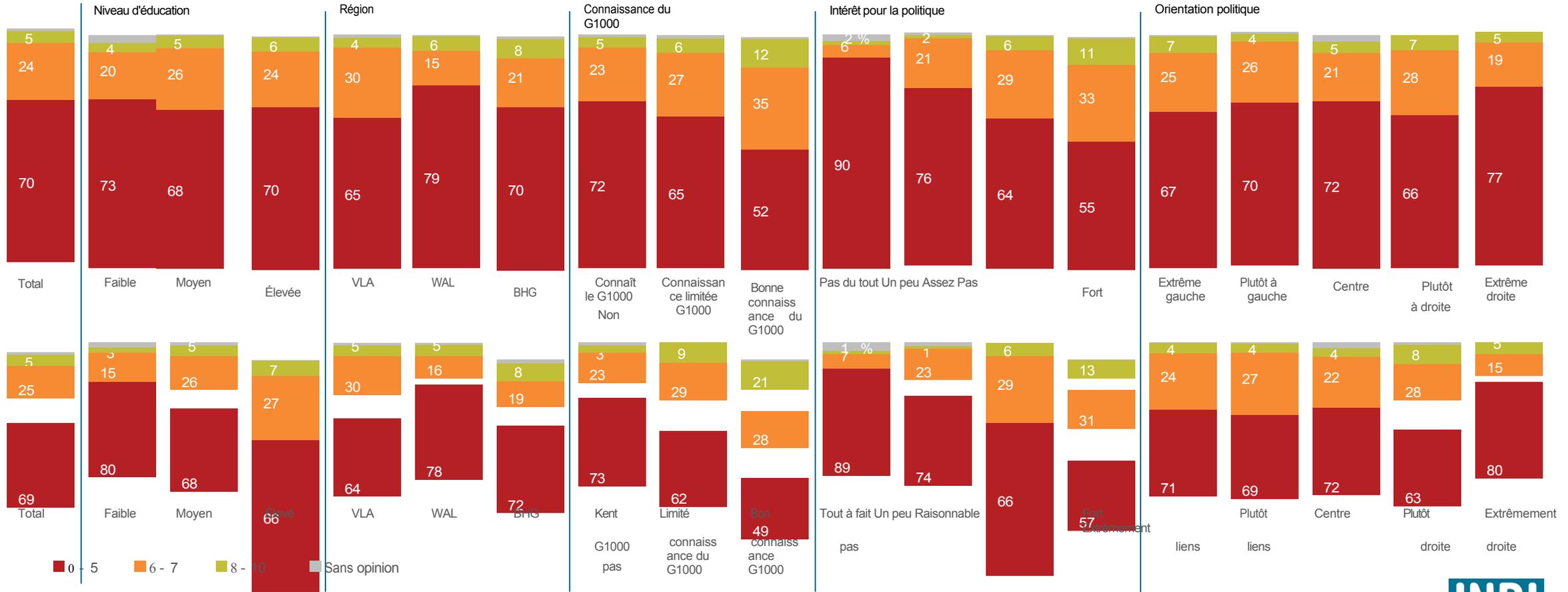
La confiance dans les politiciens est également plus faible chez les personnes les moins diplômées.

Confiance dans les partis politiques et les politiciens

Dans quelle mesure avez-vous confiance dans chacune des institutions suivantes ? Vous pouvez répondre en attribuant une note de 0 à 10, où 0 signifie « aucune confiance » et 10 « une très grande confiance ».

Partis politiques

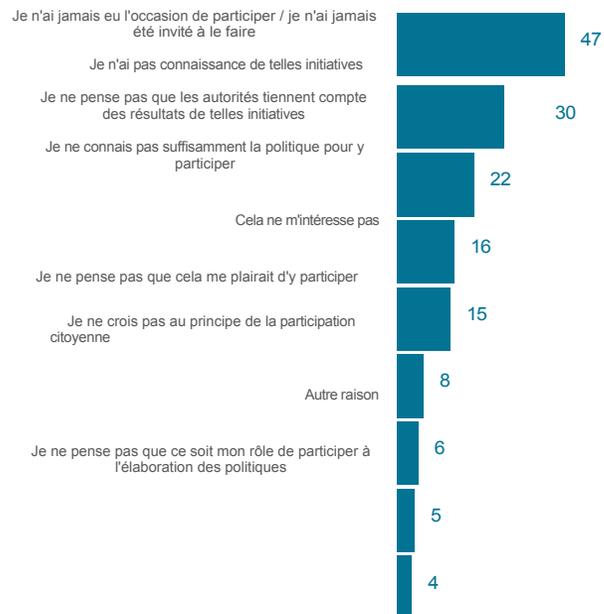
Politiciens



Raisons de ne pas participer à la consultation et à la participation

Quelles sont, selon vous, les principales raisons pour lesquelles vous n'avez jamais participé à...

des initiatives de consultation ou de participation à la politique ? (en général)



panels de citoyens



référendums



Qu'il s'agisse de la participation en général ou plus spécifiquement de la non-participation à des panels citoyens ou à des référendums, les cinq principales raisons de ne pas participer sont les mêmes : la plupart des non-participants indiquent n'avoir jamais eu l'occasion de participer et, ce qui est sans doute lié, ne pas avoir connaissance de telles initiatives. La troisième raison est d'ordre substantiel : conformément aux résultats présentés plus haut dans ce rapport, le scepticisme quant à la prise en compte effective des résultats par les autorités est une raison de ne pas participer. En quatrième position vient le doute quant à la connaissance suffisante de la politique pour participer de manière significative. Le manque d'intérêt complète le top 5.

INDI ville

*COLLECTIF DE RECHERCHE ET
DE CONSEIL SUR LA SOCIÉTÉ, LA
POLITIQUE ET LES MÉDIAS*

*Anne Borgers | Colin Sanders | Wouter Samyn Jurgen Minnebo | Jo Steyaert
| Robin Lagrou Stéphanie Busschaert | Jan Verbelen | Anne Cuvelier
| An Katrien Sodermans*

